

# Wouter Beke

## «On peut difficilement continuer à couper dans les dépenses»

### EXPRESS

«Il y a longtemps qu'un gouvernement n'avait plus donné une telle **impulsion au pouvoir d'achat**.»

«Il n'y a **plus vraiment de marge de manœuvre** pour de nouvelles économies. Surtout si on veut laisser une **chance à la concertation sociale**.»

«Certains ont cru pouvoir prendre des décisions **en court-circuitant les partenaires sociaux**. Ils se sont trompés.»

**Le président du CD&V, Wouter Beke, entend faire sauter le tabou de l'équilibre budgétaire à tout prix. Il se félicite aussi du retour de la concertation sociale.**

**WIM VAN DE VELDEN  
ET PIETER BLOMME**

Muni de l'assurance que la concertation sociale n'est pas morte et qu'il y aura bel et bien un tax shift, le CD&V a retrouvé quelques couleurs. On se souvient que fin 2014, les sociaux-chrétiens flamands avaient été lourdement malmenés, pris en tenaille entre leur aile syndicale et une N-VA qui entend peser de tout son poids dans ce gouvernement de centre-droit. Aujourd'hui, c'est un président Wouter Beke requinqué qui nous a reçus au siège du parti, rue de la loi. «Nous n'y sommes pas encore tout à fait, mais c'est important que patrons et syndicats se retrouvent à nouveau autour de la même table. L'an dernier, certains ne donnaient plus cher de la concertation sociale et nous taxaient de doux rêveurs, parce que nous n'avons jamais cessé d'y croire. Ils se sont à présent rendus compte que la concertation est nécessaire si on veut réformer.»

Wouter Beke se félicite du fait qu'il existe à nouveau un espace de négociation. «Fin 2014, on a créé l'impression que le gouvernement allait s'attaquer sans retenue au pouvoir

d'achat. Mais la baisse des prix pétroliers a comprimé l'inflation. Résultat: nous n'aurons pas de saut d'index cette année, mais une baisse des impôts et un relèvement des allocations les plus basses. Il y a longtemps qu'un gouvernement n'avait plus donné une telle impulsion au pouvoir d'achat.»

### Continuité

Ce constat tranche quelque peu avec l'ère Di Rupo où une modération salariale drastique avait été appliquée. «Entre les gouvernements Di Rupo et Michel, c'est la continuité qui prévaut. Cela n'a rien d'étonnant puisque le CD&V est toujours là. Nous n'avons du reste pas besoin des socialistes pour être sociaux. Prenez les réformes au niveau des pensions: elles étaient plus abruptes sous Di Rupo qu'aujourd'hui. Pour les pensions les plus basses, nous dégageons 700 millions d'euros. Le CD&V n'a de leçons à recevoir de personne. Certains ont cru pouvoir prendre des décisions en court-circuitant les partenaires sociaux. Ils se sont trompés. C'est grâce au combat que nous avons mené qu'il existe à nouveau un espace pour la concertation.»

En ce qui concerne le fameux tax shift, Beke assure qu'il n'est nullement question de repousser l'idée aux calendes grecques. «La question sera abordée en mars», assure-t-il. C'est dans ce cadre que le CD&V a très tôt mis sur la table l'exigence d'un impôt sur les plus-values, un élément qui ne figure pourtant pas dans le programme du parti. De là est née la perception d'un gouvernement divisé. Wouter Beke nuance pourtant: «Le CD&V n'a pas l'intention de passer pour le petit parti invisible de cette coalition. Nous savons exactement ce que nous voulons.»

### Au diable les slogans

La prochaine échéance majeure du gouvernement, c'est le contrôle budgétaire au mois de mars. Plusieurs centaines de millions d'euros devront être trouvés. Faut-il s'attendre à un nouveau tour de vis? Autrement dit, à de nouvelles économies?

Wouter Beke: «Je constate qu'après quelques mois de gouvernement, bon nombre de slogans ont été remis au placard. Que les départements liés à la sécurité du pays étaient sous pression, nous le savions déjà, mais certains ne voulaient pas l'entendre. À présent, tant les libéraux que les nationalistes se sont rendus compte qu'ils ont poussé trop loin leur exigence de réaliser des économies. Continuer à couper dans les dépenses me semble difficile. Au niveau de la sécurité sociale par exemple, de gros efforts ont été réalisés. Il n'y a plus vraiment de marge de manœuvre, surtout si on veut laisser une chance à la concertation sociale. On ne peut pas donner d'une main et reprendre de l'autre. Ce serait tromper les gens.»

À ce stade, Wouter Beke assure qu'«aucune mesure ne sera prise qui soit de nature à freiner la croissance». Par ailleurs, il précise que la sécurité sociale a déjà suffisamment contribué aux efforts et que la fiscalité doit être plus juste. Sur ce dernier point, il est question d'une taxe sur la spéculation. «C'est une des pistes envisageable, mais je n'en dirai pas plus pour l'instant», esquive Beke.

En tout état de cause, les sociaux-chrétiens flamands entendent lier le débat sur le tax shift avec le contrôle budgétaire du mois de mars. Un mélange des genres dont les libéraux et la N-VA ne voulaient jusqu'ici pas entendre parler. «Je pense que les deux seront menés conjointement», maintient fermement Wouter Beke.

Autre tabou qui doit sauter aux yeux de Beke, c'est l'orthodoxie budgétaire à tout prix au niveau de la Région flamande. «En politique, il y a très peu de tabous. Il faut d'abord savoir ce que l'on veut. Or l'enseignement est à la veille d'une importante réforme. Et il a été convenu d'injecter 500 millions d'euros supplémentaires dans l'aide aux personnes.» Ce qui signifie qu'un budget flamand légèrement dans le rouge pourrait être envisagé. «Si les circonstances nous y obligent, je n'exclus pas un léger déficit budgétaire comme ce fut déjà le cas en 2014.»

## ISLAM RADICAL

«BART DE WEVER A TENU DES PROPOS DEPLACES»

Wouter Beke n'a pas beaucoup apprécié les paroles du président de la N-VA, Bart De Wever, qui déclarait la semaine dernière que le débat sur le radicalisme ne peut pas être dissocié de l'islam. «C'était déplacé de sa part. Car **cela réduit le débat à un clash entre civilisations**. De cette façon, on mélange tout. Alors qu'au sein même de la

*communauté musulmane, la prise de conscience progresse que **chacun peut vivre sa religion librement**, à condition de respecter un certain nombre de valeurs communes.*»

Il invite néanmoins à ne pas sous-estimer la menace qui pèse sur nos démocraties: «Ces événements montrent que **la démocratie n'est jamais définitive-**

**ment acquise**, qu'il faut en prendre soin tous les jours et qu'elle peut, à tout moment, être battue en brèche. Il faut investir dans notre démocratie. Ce qui nous ramène à la **concertation sociale**. Dans une démocratie, ce n'est pas uniquement la majorité qui décide. Le **respect de la minorité** fait également partie de la démocratie.»